

COMMUNE DE FERNOËL

Zonage d'assainissement

NOTICE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT		
Date	09/04/2025	

Table des matières

1. INTRODUCTION :	3
2. RAPPELS REGLEMENTAIRES	3
2.1 Principes généraux	3
2.2 Obligations liées à l'assainissement collectif	4
2.3 Obligations liées à l'assainissement non collectif	4
2.4 Objectifs	5
2.5 Composition du dossier	5
3. METHODOLOGIE	5
4. CARACTERISATION DU TERRITOIRE	6
4.1 Situation administrative	6
4.2 Situation physique	6
4.3 Démographie et logement	6
4.4 Assainissement	6
5. DEFINITION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	7
5.1 Les solutions envisageables selon les caractéristiques du territoire	7
5.2 Estimation du cout financier de mise en œuvre de solutions	7
5.3 Proposition de zonage	7
ANNEXE 1 : PLAN DE ZONAGE	8
ANNEXE 2 : ESTIMATION DU COUT FINANCIER DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS	8

1. INTRODUCTION :

La commune de Fernoël a mandaté en 2003, le bureau d'études A.E.C pour réaliser une étude de zonage d'assainissement. Cette étude devait permettre de cibler les secteurs à vocation d'assainissement individuel de ceux à vocation d'assainissement collectif. A l'issue de cette étude, une proposition de zonage visant à desservir le bourg par un réseau de collecte public a été soumise à enquête publique en 2004. Suite à cette consultation du public, le commissaire enquêteur a reçu des avis défavorables pour la création de ce réseau de collecte public dans le bourg et a, par conséquent, émis un avis défavorable au projet. Le conseil municipal a émis, à son tour, un avis défavorable par délibération du 26 mars 2004.

En conséquence, aucun zonage d'assainissement n'est, à ce jour, opposable sur le périmètre communal. Ce dossier a pour objectif de reconduire la réflexion initialement initiée par la collectivité.

2. RAPPELS REGLEMENTAIRES

2.1 Principes généraux

La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques instaure le principe selon lequel l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation et que sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général (Article L210-1 du CE).

L'assainissement des eaux usées est un sujet central pour définir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Cette gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique et de l'alimentation en eau potable de la population (Article L211-1 du CE).

Dans ce cadre, l'assainissement des immeubles acquiert un caractère binaire. Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif (Article L1331-1-1 du CSP).

L'Article 2224-8 du CGCT stipule que les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées :

- Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites.
- Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Pour ce faire, l'article L2224-10 CGCT prévoit que les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la

demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif

2.2 Obligations liées à l'assainissement collectif

Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites (Article L2224-8 du CGCT).

Les règles d'implantation et de conception, d'exploitation et d'entretien des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées ainsi que la surveillance des systèmes d'assainissement sont régies par l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2kg/j de DBO5.

La gestion du service doit être réalisée selon les règles applicables aux Services publics industriels et commerciaux (Article L2224-1 à L2224-38 du CGCT). Le consommateur est soumis à redevance pour le service rendu.

Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte (article L1331-1 du CSP).

Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires (article L.1331-4 du CSP).

2.3 Obligations liées à l'assainissement non collectif

Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement (Article L.1331-1-1 du CSP).

La commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif (Article L2224-8 du CGCT).

A ce titre, le service public d'assainissement non collectif (SPANC) assure cette mission de contrôle dont les modalités sont régies par l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectifs sont régies :

- Pour les installations inférieures ou égales de 20 équivalents habitants : Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5
- Pour les installations supérieures à 20 équivalents habitants : Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2kg/j de DBO5.

2.4 Objectifs

Le zonage d'assainissement est un document permettant de délimiter les zones à vocation d'assainissement collectif de celles à vocation d'assainissement non collectif.

Dans les zones à vocation d'assainissement collectif : la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (L2224-10 du CGCT).

Dans les zones à vocation d'assainissement non collectif : Les immeubles sont équipés d'installations d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement (Article L.1331-1-1 du CSP). Ces installations font l'objet de contrôles réguliers par le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

2.5 Composition du dossier

Le dossier comprend en application de l'article R2224-9 du CGCT :

- La notice justifiant le zonage envisagé
- Un plan du zonage envisagé délimitant les zones à vocation d'assainissement collectif de celles à vocation d'assainissement non collectif

3. METHODOLOGIE

La présente d'étude de zonage se décompose en deux phases :

- Une phase d'état des lieux du territoire
- Une phase de réflexion sur les solutions envisageables

L'état des lieux, bien que non exhaustif, prend en compte les différents aspects du territoire qui peuvent impacter la délimitation du zonage d'assainissement. Ce sont notamment :

- Les aspects physiques propres au territoire dont la topographie, la géologie, l'hydrologie ou encore la présence de zones naturelles particulières.
- La prise en compte des caractéristiques de l'habitat et de la population du territoire, notamment au travers d'indicateurs tels que la densité de population ou le nombre de résidences.
- Les aspects concernant le patrimoine d'assainissement collectif ou non collectif existant ainsi que leur état général de fonctionnement.

A partir de cet état des lieux, une réflexion est menée pour d'ores et déjà identifier quelles sont les solutions envisageables vis-à-vis des caractéristiques du territoire. Cet aspect de l'étude nécessite par ailleurs d'évaluer le coût estimatif de la mise en place de ces éventuelles solutions. La confrontation entre ces deux aspects permet à terme de proposer une délimitation de zonage adaptée au territoire.

4. CARACTERISATION DU TERRITOIRE

4.1 Situation administrative

La commune de Fernoël se situe sur la partie occidentale du département du Puy-de-Dôme, elle est membre de la Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans et appartient à l'arrondissement de Riom.

4.2 Situation physique

La superficie de la commune est de 1443 hectares, l'altitude moyenne se situe entre 730 et 810 mètres. La topographie est vallonnée sur la partie orientale avec un encaissement plus prononcé à l'ouest où s'écoule le cours d'eau de la Ramade, affluent donnant naissance au Chavanon plus en aval.

D'un point de vue géologique, la commune se trouve dans le massif central sur le socle cristallin, partiellement recouvert en fond de vallée par des colluvions abritant de nombreux plans d'eau.

4.3 Démographie et logement

En 2021 la population était de 135 personnes résidentes dans la commune soit une évolution nulle par rapport à 2010 (135 personnes également). La densité est faible avec un taux de 9.4 habitants par km² en 2021 contre 83 habitants par km² dans le reste du département.

Au total, la commune dénombre, en 2021, 115 logements dont 71 sont des résidences principales, 22 des résidences secondaires et logements occasionnels et 22 des logements vacants. Parmi l'ensemble des logements 93% sont des maisons dont la grande majorité dispose d'un terrain.

4.4 Assainissement

Assainissement collectif : Aucun réseau d'assainissement collectif ou station de traitement des eaux usées n'est à ce jour existant sur la commune.

Assainissement non collectif : Au total près de 89 installations d'assainissement non collectif sont répertoriées dans la commune de Fernoël. Parmi ces installations 15 % sont conformes aux prescriptions techniques de l'arrêté de 2009, 82 % sont non conformes et 3% des habitations présentent une absence d'installation.

Le Bourg concentre le plus grand nombre d'installations avec près de 40 installations d'assainissement non collectif et présente un taux de conformité proche de 22%. A noter que 3 installations d'assainissement non collectif font l'objet d'une démarche de mise en conformité ce qui portera le taux de conformité à près de 30%.

Les villages de Fernoël présentent un habitat dispersé. Le village de Villevassoux regroupe près de 21 installations tandis que les villages de Barges et de Faussonnière atteignent respectivement 12 et 10 installations d'assainissement non collectif. Les taux de conformités sont plus faibles que dans le Bourg.

5. DEFINITION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

5.1 Les solutions envisageables selon les caractéristiques du territoire

De manière générale, l'habitat est dispersé et la topographie vallonnée sur l'ensemble de la commune. Ces caractéristiques prédisposent la mise en place d'une solution d'assainissement non collectif pour l'ensemble des villages de la commune.

Seul le centre du bourg présente une densité d'habitation suffisante pour envisager un système d'assainissement collectif, bien que cela ne concernerait qu'une quarantaine de logements. Malgré que le Bourg présente un habitat plus aggloméré que le reste de la commune, près de 20% des installations d'assainissement non collectif respectent d'ores et déjà les normes actuelles. La mise en place d'une solution d'assainissement collectif impliquerait un raccordement de ces installations au réseau public de collecte dans les deux ans, engendrant un surcoût, pour les propriétaires ayant déjà réalisés des démarches de mise aux normes. Enfin, la présence de jardins ou cours pour la grande majorité des habitations rend possible la mise en place de filières d'assainissement non collectif dites « compactes ».

5.2 Estimation du cout financier de mise en œuvre de solutions

La solution de mise en collectif du Bourg impliquerait la création complète d'un réseau de collecte sous voirie et de la création d'une station de traitement des eaux usées. Le coût total de cet investissement est estimé à près de 860 000 € soit 21 500 € par habitation.

La solution de conservation du Bourg en assainissement non collectif est estimée à 412 500 € soit 12 500 € par habitation.

5.3 Proposition de zonage

Vu la prédisposition des villages à l'assainissement non collectifs et les contraintes de la mise en service d'un assainissement collectif dans le Bourg.

Vu le coût disproportionné de mise en place d'un système d'assainissement collectif dans le Bourg par rapport au maintien en assainissement non collectif.

Il est proposé de délimiter le zonage comme suit :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
La totalité du territoire communal

ANNEXE 1 : PLAN DE ZONAGE

ANNEXE 2 : ESTIMATION DU COUT FINANCIER DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS
